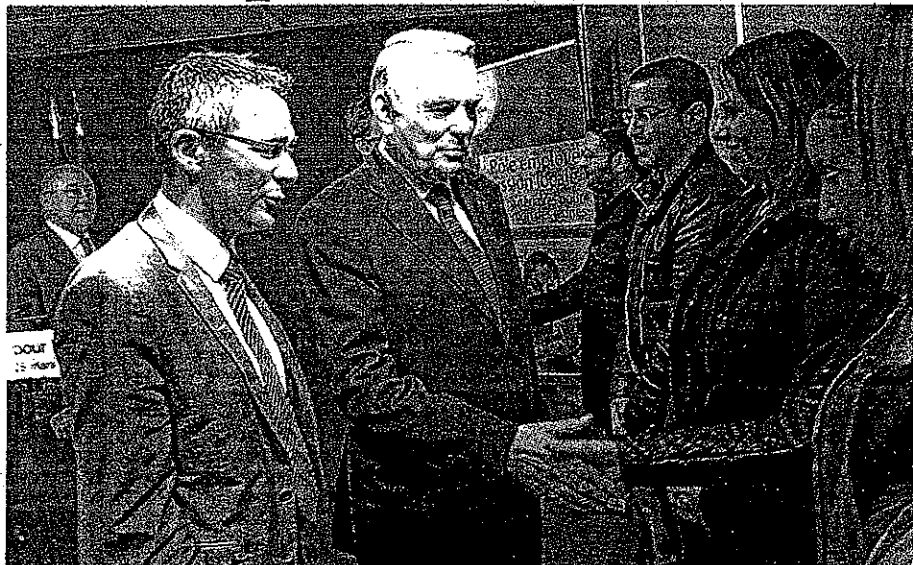


PANTIN Le Premier ministre à Pôle emploi hier matin

Ayrault salue les jeunes en emploi d'avenir



Pantin, hier matin. Jean-Marc Ayrault face aux premiers jeunes embauchés en emploi d'avenir par le conseil général pour travailler dans les crèches et dans les parcs départementaux. (L'PRL)

« Bonjour ! » lui lance, l'air de rien, Jean-Marc Ayrault. Quelle surprise pour Karim*, 28 ans, jeune chômeur de Pantin, de croiser le chemin du Premier ministre socialiste, hier matin, au guichet de son Pôle emploi. « Je ne m'attendais pas à ça ! » confie après l'entrevue Karim, en jean et baskets, qui avoue avoir été « très mal à l'aise » devant les caméras braquées sur lui. Karim est inscrit depuis six mois comme demandeur d'emploi. « Pôle emploi ne m'a rien proposé mais je commence une formation avec Aéroports de Paris », assure le jeune homme, plutôt débrouillard.

Hier, de toute façon, c'est surtout Lætitia, Sarah, Samir, Youssef* et Shanèze, âgés de 19 à 25 ans, que Jean-Marc Ayrault et son ministre du Travail, Michel Sapin, sont venus rencontrer. Ces jeunes-là sont les

heureux élus : ils sont les premiers bénéficiaires des 150 emplois d'avenir du conseil général en Seine-Saint-Denis. Depuis le 1^{er} novembre 2012, ce dispositif permet aux jeunes peu ou pas qualifiés, âgés de 16 à 25 ans, d'obtenir un emploi dans un secteur non marchand, dans le social ou le domaine environnemental. Repérés et sélectionnés par les missions locales dans leurs villes respectives, Lætitia, Sarah et Shanèze se sont bien habillées pour rencontrer le Premier ministre. Leur nouvel emploi consiste, pour les filles, à s'occuper d'enfants dans des crèches départementales entre Le Pré-Saint-Gervais, Pierrefitte et Stains. Les garçons, eux, vont travailler au service des espaces verts, dans des parcs.

« Heureux et soulagés » d'avoir un premier boulot

Leur contrat va durer douze mois, renouvelable pendant trois ans et ils seront payés au smic. Ces cinq jeunes gens s'avouent « heureux et soulagés » d'avoir un premier boulot, d'être formés et de toucher un salaire à la fin du mois. Pour eux qui habitent Le Blanc-Mesnil, Bobigny ou Drancy, cet emploi d'avenir est une nouvelle tombée du ciel dans un département où 27 % des jeunes sortent du système scolaire sans aucune qualification (contre 20 % en Ile-de-

France) et où le taux de chômage des jeunes sans qualification est de 40 % (contre 30 % en Ile-de-France). « Moi, je pensais que je n'avais pas d'avenir », assure, dans un rire jaune, Youssef qui a un peu l'impression d'être « un symbole » ce lundi matin : « On est un peu là pour faire joli mais bon... » Devant eux, le président PS du conseil général, Stéphane Troussel, cite leurs noms et prénoms au micro, avant de clamer : « Les jeunes ont autant que d'autres le droit à un logement de qualité, le droit de travailler et de gagner leur vie. Ils aspirent à vivre dignement, comme tout le monde. »

De son côté, le Premier ministre met en avant « la chance » pour eux d'avoir trouvé un emploi. Fin mars, ce sont « 15 000 jeunes en France » qui vont bénéficier de ce dispositif financé à 75 % par l'Etat, indique encore Jean-Marc Ayrault avant d'annoncer que « 2 000 nouveaux emplois en CDI » seront aussi mis en place d'ici la rentrée 2013 dans toutes les agences Pôle emploi en France pour pouvoir favoriser le suivi individuel. A Pantin, par exemple, Pôle emploi compte 40 agents qui doivent accompagner exactement 5 166 chercheurs d'emploi.

BÉRANGÈRE LEPETIT
* Ces prénoms ont été modifiés à la demande des témoins.

CHIFFRE

703

intentions de recrutements en contrat d'avenir selon la préfecture de Bobigny sur un total de 2 736 emplois d'avenir attribués au département.

Il rassure le département sur les 40 M€

« Egalité territoriale », l'expression, souvent citée par le président PS du conseil général de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel, a été reprise hier par Jean-Marc Ayrault. « Il y a l'égalité entre les citoyens mais aussi l'égalité entre les territoires », a glissé dans son discours le Premier ministre. Et d'évoquer le Fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRF) en projet dans le cadre de la loi de décentralisation.

Dans la région, ce sont les deux tiers de ce fonds, soit 40 M€, qui reviendraient au 93, le département le plus pauvre. De quoi faire grincer des dents aux territoires plus fortunés comme les Hauts-de-Seine. Hier, le Premier ministre s'est « réengagé » en faveur de ce fonds et donc en faveur du 93. « Je ferai tout pour convaincre le Parlement. Il faut que cette disposition soit votée et vite mise en application. Vous l'attendez, c'est légitime », a déclaré

Jean-Marc Ayrault devant les caméras. Avant de reprendre le cours normal de son discours sur « la bataille de l'emploi ». Une maraude déjouée de soutenir l'initiative du département jeudi dernier d'ajouter par anticipation aux recettes du budget 2013 ces 40 M€. « Une bonne nouvelle », a salué au terme de la visite Stéphane Troussel qui a essayé, lors du vote de ce budget, les foudres de l'opposition de droite.